

Plonger aux racines du conflit syrien **pour mieux cerner les fondements** **d'un désastre local, régional et international**

Ce que d'aucuns ont appelé « la crise migratoire en Europe » est intimement lié au conflit qui ravage la Syrie depuis bientôt sept ans. Pour aider à cerner les ingrédients de cette guerre totalement hors norme, le CRIC (Centre Régional d'Intégration de Charleroi) a mis sur pied une conférence intitulée « *Syrie 2011-2017 Du rêve révolutionnaire au cauchemar humain* », avec, pour orateur, Jonathan Piron, historien et conseiller au pôle prospective d'Etopia (Centre d'animation et de recherche en écologie politique). Un voyage aux sources d'une guerre enracinée dans l'histoire, à la recherche de pistes de compréhension de ses origines.

Officiellement, le conflit syrien a démarré le 22 mars 2011. Il s'agit, au départ, d'une crise multifactorielle dont les enjeux propres sont entremêlés avec des enjeux locaux, régionaux et internationaux complexes. Pour Jonathan Piron, il est capital de croiser trois approches pour aborder l'événement : une approche spatiale (celle d'un conflit territorial qui concerne le pays, mais aussi tout le Moyen-Orient), une approche temporelle (car ses racines sont à la fois proches et lointaines) et une approche sociologique (car il s'agit d'un conflit impliquant à la fois des personnes et des communautés, avec une interférence de préjugés, voire de visions complotistes).

Un pays non homogène

La Syrie est un pays non homogène où coexistent de nombreuses communautés, parmi lesquelles des arabes sunnites (60% de la population), mais aussi des alaouites (branche du chiisme minoritaire), des druzes, des kurdes... qui s'entremêlent dans des rencontres et des alliances évolutives. Il s'agit donc d'une société à composantes tribales qui se superposent aux liens de communauté aux fondements relationnels très forts.

Dans sa période moderne, le pays a connu une expérience démocratique de multipartisme qui a démarré avec son indépendance en 1943 et qui a pris fin lors

d'un coup d'État survenu en 1949. La prise de pouvoir de Hafez Al-Assad intervient en 1970. L'homme appuie son régime autoritaire sur plusieurs piliers de la société et instaure une étatisation de l'économie du pays, en y incluant une logique de redistribution qui lui permet de garder son assise populaire au sein de la petite bourgeoisie et des populations rurales. Une stratégie qui entérine une instrumentalisation des communautés et des religions au service de son pouvoir.

Les années 80 et 90 sont marquées par une transformation sociale en Syrie. L'explosion démographique que connaît le pays provoque, outre un rajeunissement de la population, des mouvements migratoires vers les villes. Parallèlement, le pays connaît une transformation économique avec une chute de la production pétrolière (et de la rente pétrolière qui y est associée), couplée avec les effets de la mondialisation dont le principal est l'ouverture aux investissements étrangers. Cette libéralisation économique va supprimer quantité d'emplois, l'essentiel de ceux restants demeurant aux mains de la communauté du chef de l'État.

L'année 2000 voit la montée au pouvoir de Bachar Al-Assad, suite au décès de son père. Son arrivée à la tête du pays est d'emblée marquée par une augmentation du népotisme, des pans entiers de l'économie étant concentrés dans les mains des proches du pouvoir. On a désormais affaire à un régime dominé par une famille qui cadennasse les structures du pays et les oppose entre elles, tout en maintenant des espaces de liberté contrôlés (caricatures, séries télévisées et pièces de théâtre satiriques, etc.) qui donnent l'illusion d'une forme de liberté d'expression.

Dans le courant des années 2000 naissent les nouveaux mouvements sociaux au cours desquels des individus vont s'auto-organiser, sans leadership clair, autour de menaces ponctuelles (absence d'aide sociale, contexte local particulier, etc.). L'étincelle survient en 2011, à la suite de ce qu'on va appeler « le printemps arabe » qui va embraser toute la région, de la Libye, la Tunisie... jusqu'au Yémen. L'emprisonnement et la torture d'un groupe de jeunes, coupables d'avoir tracé sur un mur un graffiti hostile au président syrien, met le feu aux poudres. La révolution syrienne est en route, avec son cortège de facteurs déclencheurs : répression politique, idéologie discréditée, économie inégalitaire, corruption, rôle des réseaux sociaux et des médias, et espoir soulevé par la révolution tunisienne.

Un conflit à plusieurs couches

Suite à cette nouvelle donne, des pouvoirs locaux vont émerger, la population locale de certaines régions du pays prenant en charge sa propre gestion. La répression qui en découle est féroce, avec l'intervention de milices paramilitaires, de snippers tirant dans la foule qui manifeste à la sortie de la prière du vendredi... L'escalade de violence entre des manifestants qui décident de s'armer et une répression qui se durcit est enclenchée. Jusqu'à ce que des éléments militaires choisissent de prendre la défense des populations et forment l'armée syrienne libre. Et le conflit s'embrace sans réaction des Occidentaux, puis avec le soutien de la Russie, avec un régime qui franchit impunément tous les échelons de la répression (usage d'hélicoptères contre les foules, attaques chimiques, enlèvements, tortures et exécutions sommaires).

Pour Jonathan Piron, la principale caractéristique du conflit syrien est sa dimension multicouche. Il s'agit d'un conflit local, mais aussi régional (qui implique des pays comme l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, etc.), international (avec notamment les États-Unis et la Russie qui soutiennent leurs alliés respectifs) et global (avec l'émergence de l'État islamique et du djihadisme). On assiste ainsi à la mobilisation de milices par les Iraniens (des Afghans, des Pakistanais, des Libanais, etc. auxquels ils font miroiter la perspective d'un travail et d'un logement en Iran s'ils combattent en Syrie). Selon l'historien, ce conflit n'est pas une guerre religieuse mettant aux prises les pays de la région, comme certains le pensent, mais une instrumentalisation de la religion de la part des belligérants à seule fin d'asseoir leur contrôle sur la région.

Parmi les différentes mouvances opposées au régime syrien, on dénombre des nationalistes, des islamistes modérés (qui souhaitent juste un changement de régime) et des salafistes (qui sont clairement djihadistes). Aux yeux de Jonathan Piron, parmi ces opposants, se côtoient donc des forces clairement puissantes (comme l'État islamique ou les forces kurdes) et des forces plus faibles (comme l'ancienne armée syrienne libre et différents groupuscules annexes). Les ressources

de ces participants au conflit proviennent essentiellement de la contrebande, de financements étrangers (majoritairement privés) et de soutiens extérieurs.

Un bouleversement géopolitique

Le conflit syrien a totalement bouleversé la carte géopolitique locale et régionale. D'après l'historien, il a fait émerger de nouvelles hiérarchies identitaires (comme, par exemple, la domination des Kurdes dans le nord du pays), avec différents mouvements de population imposés par le régime sur base confessionnelle, des pratiques discriminatoires potentiellement explosives. Le régime autoritaire en place, que les Occidentaux ont cru un temps sur le point de tomber, apparaît renforcé. La dépendance de ce dernier vis-à-vis de l'étranger est désormais très forte (avec des branches de l'économie comme les mines de phosphate, la téléphonie, etc. laissées entièrement aux mains de puissances extérieures) et son clientélisme a atteint un palier supérieur.

Comment se profile l'avenir de la Syrie avec ces paramètres ? *« Impossible à déterminer, reconnaît Jonathan Piron. La croissance qui repose sur un tissu économique complètement détruit est en baisse constante et la reconstruction du pays est évaluée à 250 milliards de dollars, cinq fois le PNB du pays. Le conflit est multipartite, il y a une politisation des luttes confessionnelles sur la région et une totale absence de structure à caractère régional au Moyen-Orient, capable de réunir les participants au conflit autour d'une table de négociation. Sans compter qu'après sept ans de conflit, il existe désormais une génération qui n'a connu que la guerre, qui a donc une vision de l'autre comme un ennemi et à laquelle cela prendra énormément de temps d'inculquer une vision positive du vivre ensemble. »*

Dominique Watrin